

INFO PRESSE

9^{ème} publication de la « Cellule d'Analyse d'Impact des Politiques de Développement (CAIPD) » : Les services de garde d'enfants subventionnés : Un levier pour accroître la participation des mères au marché du travail au Sénégal¹

Les services de garde d'enfants (SDG) peuvent renforcer la participation des mères au marché du travail au Sénégal, où seules 30 % des femmes travaillent contre 60% des hommes. Cependant, le coût élevé de ces services limite leur utilisation, surtout pour les ménages modestes. Si la réduction des frais est essentielle, d'autres obstacles doivent être surmontés, comme les normes sociales et les contraintes de mobilité. Une approche intégrée incluant subventions, sensibilisation et autonomisation féminine est nécessaire pour maximiser l'impact des SDG.

Au Sénégal, malgré des avancées significatives en matière d'éducation et la réduction de certaines barrières sociales, la participation des femmes au marché du travail demeure faible: en 2023, elles ne sont que 30 % à être actives, contre 60 % chez les hommes. Cette disparité s'explique en grande partie par une répartition inégale des tâches domestiques, les femmes y consacrant en moyenne 5 heures par jour, contre seulement 2 heures pour les hommes.

Les SDG, comprenant les crèches, les garderies et les *daaras* préscolaires, apparaissent comme une solution prometteuse pour alléger la charge domestique des femmes et favoriser leur insertion professionnelle. Cependant, une étude récente de Nabilatou Bouraima et Fatou Cissé, chercheuses au CRES (Consortium pour la Recherche Économique et Sociale), met en lumière un obstacle majeur: les coûts élevés de ces services constituent un frein majeur à leur utilisation. En 2023, seuls 17,6 % des ménages sénégalais y avaient recours, en raison d'un coût mensuel moyen de 25 502 FCFA (environ 39 euros), souvent inaccessible pour les ménages à faibles revenus.

Une réduction des coûts : un impact limité mais nécessaire

Bien que réduire le coût des SDG pourrait encourager l'emploi des mères, l'effet de cette mesure isolée resterait limité. Selon l'étude, une baisse de 70 % des frais n'entraînerait qu'une augmentation de 1,12 point de pourcentage dans la probabilité d'emploi des mères. Cette faible progression met en évidence d'autres barrières importantes, telles que les normes sociales, les faibles niveaux d'éducation, ou encore les contraintes liées aux déplacements domicile-travail.

La fréquentation des *daaras* préscolaires, qui proposent une éducation religieuse centrée sur l'enseignement du Coran, est particulièrement sensible aux variations de coûts. Une baisse significative des frais de garde augmenterait nettement la fréquentation, soulignant leur rôle culturel et social central dans la socialisation des jeunes enfants au Sénégal.

D'autres recommandations pour maximiser l'impact des SDG

Pour surmonter ces défis, plusieurs mesures concrètes visant à maximiser l'utilisation des SDG sont proposées :

- **Élargir l'offre de services** pour la rendre plus accessible aux populations les plus vulnérables;
- **Mettre en place des subventions ciblées** pour réduire les coûts des SDG;

- **Renforcer la sensibilisation** des acteurs publics et privés à l'importance des SDG dans l'émancipation économique des femmes.

Ces services doivent également s'inscrire dans des programmes plus globaux d'autonomisation féminine pour en maximiser l'efficacité.

Une approche intégrée pour un changement durable

Ces résultats soulignent la nécessité d'une stratégie globale pour lever les multiples obstacles à l'accès des femmes sénégalaises au marché du travail. Si les SDG constituent un levier prometteur, ils doivent être accompagnés de politiques complémentaires pour garantir une véritable égalité des opportunités professionnelles entre les sexes.

Présentation du projet CAIPD

Depuis juin 2022, le LISER accueille la Cellule d'Analyse d'Impact des Politiques de Développement (CAIPD), créée à l'initiative de la Direction de la coopération au développement et de l'action humanitaire. La Cellule rassemble des chercheurs du LISER spécialisés en modélisation structurelle et méthodes d'évaluation d'impact quasi-expérimentales, ainsi que des membres de J-PAL Europe, spécialisés dans la réalisation d'évaluations aléatoires contrôlées. La mission de la cellule est de conduire des recherches visant à approfondir la compréhension des causes et de la persistance de la pauvreté, à réfléchir aux méthodes de ciblage des mesures politiques, à évaluer l'impact des politiques de développement et des stratégies de coopération sur les bénéficiaires ciblés et le développement. De plus, elle développe des outils pédagogiques destinés à diverses parties prenantes et travaille en collaboration avec des organisations au Luxembourg et dans les pays partenaires de la Coopération luxembourgeoise. Enfin, elle a pour mission de faciliter la collaboration entre les décideurs politiques et la recherche, et de fournir des services consultatifs à la Coopération luxembourgeoise et à Lux-Development.

La CAIPD lance actuellement une nouvelle série de policy briefs qui présentent les résultats des recherches menées par ses membres en collaboration avec des chercheurs basés dans les pays partenaires de la Coopération luxembourgeoise. Ces policy briefs sont publiés en français ou en anglais en fonction des thèmes abordés et chacun contient une synthèse des messages clés rédigée dans ces deux langues. Dans les semaines à venir, plusieurs travaux seront publiés sur des sujets variés tels que l'éducation, la formation professionnelle, la couverture sanitaire universelle, les migrations internes et internationales, ainsi que les effets des changements climatiques.

¹ Bouraima N., Cissé F. (2024, dec.). *Les services de garde d'enfants subventionnés : Un levier pour accroître la participation des mères au marché du travail au Sénégal*. LISER, 7p. Policy Brief n° 2024-12.